

Conseil fédéral du 1^{er} décembre 2008

Après un très rapide tour de table Olivier Frezot propose de suivre l'ordre du jour :

A-Mise en place des nouvelles instances fédérales

Olivier Frezot donne la composition du conseil, du bureau et du secrétariat fédéral. Tous les membres du bureau fédéral seront secrétaires fédéraux, conformément au plan d'action fédéral. Ce secrétariat, composé de 15 membres, se réunira 2 fois par mois.

B-Fonctionnement

Olivier propose que tous les socialistes ayant un mandat électif (parlementaires, maires, conseillers généraux et régionaux) soient invités au conseil fédéral, sans droit de vote.

Afin de donner le maximum de place aux débats d'idée, les questions de fonctionnement doivent au maximum se résoudre en secrétariat fédéral où prendre un minimum de temps en CF.

Afin de permettre une plus grande diversité d'expression il est convenu que les intervenants devront accepter des prises de parole courte, sous le contrôle d'un membre du CF.

Olivier propose que, suite à de fréquentes demandes, le conseil fédéral se déplace dans les différentes villes du département.

Toutes ces propositions sont acceptées sans opposition.

C- Débat sur le fonctionnement du parti

En finir avec la confusion entre les débats d'idées et les débats de personnes.

Un camarade se dit choqué des pratiques de vote auxquelles il a assisté et souhaite une véritable organisation du déroulement des votes du Parti.

Un autre ajoute qu'il serait possible d'utiliser le vote électronique.

Il est déploré le fonctionnement par motion qui est une véritable usine à gaz et demandé qu'un autre fonctionnement soit mis en place en s'inspirant sur ce qui se fait dans d'autres pays d'autant que la désignation par des lettres A, B, C, D, E est trop abstrait. Il est souhaité que le PS trouve une autre méthode de débat plus simple et plus proche des attentes de la gauche.

Il est affirmé que l'image du PS, parti démocratique est à défendre.

Ce que complète un autre camarade qui déplore que cette image ne soit pas bonne actuellement. Le recours aux systèmes des motions a permis au PS de sortir de l'époque de la SFIO avec ses excès gauchisants. Alain Savary et F Mitterrand ont mis en place ce système qui visiblement est arrivé au bout de ses espérances. En inversant le calendrier et en élisant le premier secrétaire au vote direct Lionel JOSPIN a présidentialisé le Parti. Ce camarade propose un système inspiré des méthodes syndicales avec un texte de base compété par des amendements plus brefs. Les contributions pourraient être plus courtes sinon supprimées.

Il regrette la situation actuelle où personne ne sait à la date d'aujourd'hui s'il y aura une majorité à la direction du parti en souhaitant qu'on en sorte avec le plus large rassemblement.

Les courants doivent être mieux articulés et en finir avec un système énergivore qui perverti plus des 2/3 des débats internes.

Un autre camarade considère qu'il y a de grandes ressemblances avec la période de Guy Mollet avec un parti présidentialiste. Il regrette qu'en 2002 personne n'ait tiré la leçon de la cohabitation Jospin/Chirac avec une argumentation politique basée sur le « se faire plaisir »

Avec le débat de motion on passe à côté du problème essentiel et de notre pouvoir d'opposition.

On a loupé Edwige

On a loupé la crise des expulsions

On a loupé le jugement du tribunal administratif

On ne bouge pas !
Comment prendre notre place dans la colère de la gauche ?

Pour un camarade, le débat sur les contributions pourrait être abordé plus sereinement dans le cadre d'assises post congrès.

Il souhaite que tous les socialistes se montrent plus respectueux des circulaires électorales réglementaires qu'ils ont voté démocratiquement. Il convient d'afficher avec cohérence les valeurs du socialisme. Le débat sur l'opportunité de la 6^e république n'est-il pas toujours d'actualité ?

Un autre se place au dessus du débat des éléphants et remarque qu'il y a un manque de lisibilité politique : on se demande si il existe réellement des différences politiques entre les motions et cette interrogation est encore plus déstabilisante pour les adhérents et les sympathisants.

Il faudrait pouvoir poser un sujet, l'analyser et en débattre puis, si on est d'accord, en faire une résolution sinon procéder à un vote démocratique.

Partir d'une déclaration de principe ex : la nécessité de la réforme des retraites. Il se propose pour animer cette réflexion en en faire un exemple de débat démocratique fonctionnel.

Il différencie les objectifs des socialistes et la réponse aux évènements d'actualité. Gérer à la fois les objectifs à court terme et les perspectives à long terme pour se projeter dans le futur.

Un camarade se dit attristé par cette situation et les interpellations des habitants de sa commune et déplore de devoir dans l'urgence adopter mesures mal comprises pour lutter contre la crise social. Le PS et ses élus doivent intensifier le sens du collectif et du travail collectif sur les problèmes concrets auxquels les élus sont confrontés : Social, Emploi, Economie... L'opposition systématique n'est pas forcément en cohérence avec les objectifs de la gauche. Il doit être souvent possible de dépasser les clivages partisans et respecter les décisions adoptées collectivement.

Un autre remarque que le PS a perdu 100 000 adhérents en 3 ans et qu'il convient maintenant d'élargir notre base d'adhérents. Dans le Loiret nous sommes passés de 1600 à 1275 (Chiffres M. PRAHECQ). Des voix insistent sur le nombre de votant du dernier scrutin : 748 qui est très faible. Un de nos objectifs doit être d'aller au devant des sympathisants et des anciens adhérents.

Le PS du Loiret a besoin de ces nouveaux adhérents pour renforcer notre force militante et enrichir le contenu des débats. Ces nouveaux adhérents se sont un peu éloignés mais ils ne sont pas loin de nous. L'assemblée approuve cette demande.

Un camarade déplore le manque de méthode pour mettre en avant nos objectifs, redonner un élan à la gauche. Il propose de renforcer la valorisation d'indicateurs sociaux de gauche :

- Les restau du Cœur
- Le ratio salaire/capital
- Indices de chômage réel

un autre insiste sur la difficulté de participer au PS quand on vit dans la précarité alors que la voix des précaires est essentielle dans notre parti.

Olivier conclut ce premier débat en confirmant la rédaction d'un compte rendu détaillé circulant largement avec une synthèse remontant au national.

D- Débat sur la politique nationale et internationale.

Un premier camarade intervient sur la question des Libertés en réagissant à la condamnation du DAL Il souhaite que la Fédé fasse un communiqué pour une expression publique de notre position. Notre position doit aller vers le soutien le plus actif possible des sans papiers de nos localités.

Il souhaite également que la Fédé prenne position sur l'affaire du Rédacteur de Libé.

Ensuite il insiste sur son cheval de bataille : les relations entre l'état et les collectivités locales.

Les collectivités locales sont mises en position d'appliquer la politique de restriction de Sarko alors qu'elles sont au cœur de la lutte contre la crise sociale.

Il souhaite que ce construise un réseau d'échange de données sur les conséquences de la loi de finance 2009.

Un autre se basant sur le fait que 17,8% des salariés français gagnent moins du SMIC insiste sur l'importance de fixer un SMIC européen afin de faire cesser les délocalisations conjoncturelles. Il propose également d'examiner d'affecter une partie de la TVA pour financer une amélioration de la CMU sur les soins non couverts actuellement.

Il est soulevé le problème de la RGPP (Réduction Générale des Politiques Publiques) avec -8% de subvention en 2008 et -37% en 2009, l'état comptant sur les collectivités locales pour amortir le choc et leur faire porter le chapeau.

Un camarade rappelle que la mobilisation des enseignants continue pour la défense de l'enseignement public et demande aux élus de renforcer leur mobilisation.

Un autre se déclare prêt à aller dans ce sens, bien entendu. Il ajoute que les élus sont confrontés aux difficultés concrètes du fonctionnement des écoles. Il y a un problème de moyens mais pas seulement. Il faut reconnaître que les moyens consacrés au soutien scolaire ont considérablement augmenté. Pour la carte scolaire également et si il subsiste des problèmes il faut les clarifier. Quant au service minimum où les socialistes ont pris une position concertée, l'absence d'accueil les jours de grève n'a pas toujours été bien comprise. En fait, OK pour se mobiliser mais aussi pour avoir un débat clair sur l'évolution de l'éducation.

Cette question sera mise à l'ordre du jour du Bureau Fédéral, mardi prochain.

Un autre ajoute que l'un des rôles des élus du PS est d'être au service des militants. Il rappelle que, dans le Loiret, l'INSEE, l'IFEN sont aussi menacés. Les élus doivent se mobiliser. Sur l'école, la solidarité s'impose mais on doit être très attentif avec l'opinion.

Pour la réforme des RASED, on n'arrive pas à mobiliser l'opinion publique.

On constate que le gouvernement mène son offensive contre l'enseignement public avec méthode en utilisant toutes les ressources de ses conseillers en communications et les pires ficelles de la démagogie. Comment structurer un discours d'opposition efficace ?

Un camarade ajoute que cette situation est révélatrice de la nécessité d'entretenir un dialogue de confiance avec les syndicats enseignants et de parents d'élèves. Ce point devra faire l'objet de la préoccupation soutenue du Conseil.

Un camarade souligne que le discours du PS du Loiret est inaudible sur les problèmes sociaux et sur le débat de la représentativité syndicale.

Le BF propose le texte d'un communiqué sur la condamnation du DAL. Après un certain nombre de propositions de modification, le conseil décide de refaire la totalité du texte en tenant compte des modifications propositions.

Un camarade constate qu'avec NS, on a affaire à un spécialiste de la déconstruction sociale avec une attaque par semaine planifiée de longue date avec préparation médiatique parfaitement structurée.

Pour répondre à ces attaques il souhaite que des fiches thématiques soient rédigées. Argumenter, dénoncer, oui mais être également force de proposition alternative.

Un camarade invite les membres du conseil à se servir des informations contenues dans l'Hebdo des Socialistes qui sont une mine de renseignements et d'analyses pertinentes.

Pour la dernière intervention, un camarade insiste sur l'importance de l'Ecole tout au long de la vie pour laquelle il règne en France une improvisation préoccupante alors que les besoins sociaux sont en augmentation très forte avec la crise économique et la précarisation de l'emploi.

Après une brève conclusion d'Olivier FREZOT la réunion se termine par un pot de l'amitié.